

# La presse, ennemie fantasmée des « gilets jaunes »

Le journalisme est une profession très discréditée, selon de récents sondages. Alexis Lévrier, historien des médias, explique que cette défiance est aussi ancienne que le métier lui-même

Par ALEXIS LÉVRIER

**R**édactions assiégées, quotidiens empêchés de paraître, journalistes agressés en pleine rue : depuis deux mois, lors de chaque journée de mobilisation des « gilets jaunes », de nouvelles violences sont commises contre les médias et leurs représentants. Pour la partie la plus radicalisée de ce mouvement, injurier ou frapper des journalistes semble même être devenu l'équivalent d'un rituel. Le 24 novembre 2018 à Toulouse ou le 5 janvier à Rouen, les reporters de plusieurs chaînes d'information ont ainsi dû prendre la fuite pour échapper à des tentatives de lynchage.

Cette haine des médias n'a rien d'inédit, et la méfiance à l'égard des journalistes est même aussi ancienne que le journalisme lui-même. Depuis son avènement il y a plus de quatre siècles, la presse est en effet l'objet d'attaques incessantes. En France comme ailleurs, les journalistes ont ainsi d'emblée été jugés trop serviles par le public, mais trop libres par le pouvoir politique. Ils ont aussi été im-

**VOLTAIRE A MANIFESTÉ  
JUSQU'À SA MORT UNE  
AVERSION PRESQUE  
OBSESSIONNELLE  
POUR CETTE  
PROFESSION**

médiatement jaloux par des hommes de lettres qui ont vu en eux une insupportable concurrence. Souvent présenté aujourd'hui comme le père de la presse libre, Voltaire a, par exemple, manifesté jusqu'à sa mort une aversion presque obsessionnelle pour cette profession. Au XIX<sup>e</sup> siècle, siècle d'or de la presse écrite, les journalistes ont continué à être comparés à des criminels, à des brigands ou à des filles de joie. Et même Balzac, qui, toute sa vie, a pourtant dépendu de cette activité, écrit, dans sa *Monographie de la presse parisienne*, que « si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer ».

Cette détestation vient donc de loin, et les « gilets jaunes », lorsqu'ils parlent de « journalopes » ou de « presstitutes », se contentent d'utiliser des mots nouveaux pour reproduire un imaginaire ancien. Ils manifestent cependant une défiance plus spécifique envers les médias audiovisuels, et notamment envers les chaînes d'information en continu. Depuis les mensonges qui ont entouré le passage du nuage de Tchernobyl, en 1986, en passant par les faux charniers de Timisoara, en 1989, ou la prétendue « guerre propre » menée en Irak l'année suivante, le public s'est en effet habitué à douter des images retransmises par la télévision.

## HAINES PARADOXALES

Comme le montre le baromètre de la confiance politique du Cevipof depuis 2009, les médias sont aujourd'hui, avec les partis politiques, les organisations les plus discréditées aux yeux des Français. Dès lors, et même si les réseaux sociaux suscitent également un réel scepticisme, il n'y a rien d'étonnant à ce que les « gilets jaunes » privilégient ces médias alternatifs pour exprimer leur colère. Ils renouent en cela avec l'une des aspirations de tous les grands mouvements insurrectionnels : contourner les médias installés en choisissant d'autres modes de transmission de l'information, plus directs, plus accessibles. Les groupes Facebook créés par les « gilets jaunes » sont ainsi devenus l'instrument d'une

prise de parole collective, et l'un de moyens de remédier au sentiment d'invisibilité qu'éprouve une partie croissante de la population.

La défiance des « gilets jaunes » à l'égard des médias dominants est cependant pour le moins paradoxale. Leur rejet de la télévision se concentre ainsi de manière presque obsessionnelle sur BFM-TV, alors que cette chaîne a été conçue, dès sa création, comme un média populaire : les « gilets jaunes » conspuent donc une chaîne dont ils sont le cœur de cible et qui, comme ses concurrentes, accorde une place considérable à leur mobilisation. Peu de mouvements sociaux ont en effet bénéficié d'une telle attention de la part des médias audiovisuels au cours des dernières décennies.

En retour, les chaînes d'information en général, et BFM en particulier, enregistrent depuis le début du mouvement des scores d'audience sans précédent. A certains égards, il existe même entre les « gilets jaunes » et la télévision un jeu de fascination réciproque qui se répète chaque samedi : honnis par les manifestants, les chaînes d'information continuent pourtant à leur offrir, semaine après semaine, une caisse de résonance à nulle autre pareille.

Les brutalités infligées à des journalistes depuis deux mois sont en outre trop massives et trop systématiques pour être excusables. Les responsables politiques, de droite comme de gauche, portent une responsabilité dans cette transformation des reporters envoyés sur le terrain en boucs émissaires de l'exaspération sociale. Ces dernières années, un nombre croissant d'hommes et de femmes politiques ont en effet cédé, par facilité ou par idéologie, à la tentation de désigner la presse à la vindicte populaire. Mais il est possible de s'interroger également sur l'influence exercée, auprès d'une fraction au moins des « gilets jaunes », par une critique radicale des médias apparue dans le courant des années 1990.

Les reproches que les « gilets jaunes » adressent à la presse écrite ou aux chaînes d'information ne sont pas pour autant illégitimes. Plateaux

de télévision trop uniformes, éditorialistes coupés de la réalité qu'ils sont censés décrire : cette crise a montré que les médias dominants ne sont pas irréprochables, loin de là, et qu'ils devront répondre à la remise en cause dont ils sont l'objet. Pour réduire la fracture béante qui s'est creusée progressivement avec une partie de la population, le plus urgent est peut-être de faire évoluer le recrutement des écoles de journalisme. Même si une prise de conscience semble déjà avoir eu lieu, le mouvement est à peine enclenché, et le monde du journalisme manque encore cruellement de diversité sociale, ethnique ou géographique.

## ÉTONNANTE NAÏVETÉ

Cette nécessaire autocritique ne doit pas empêcher cependant de tenir un discours de vérité. Il convient en particulier de souligner le mirage de l'horizontalité que des médias alternatifs comme Facebook promettent à leurs utilisateurs. Bien plus que Twitter, le réseau social fondé par Mark Zuckerberg apparaît comme le symbole et le porte-voix du mouvement des « gilets jaunes ». Or, depuis la réforme de l'algorithme de Facebook, au début de l'année 2018, les contenus journalistiques ont été marginalisés dans les fils d'actualité au profit de conversations entre amis partageant les mêmes centres d'intérêt. Les groupes constitués par les « gilets jaunes » fonctionnent donc comme des espaces fermés, dans lesquels les rumeurs et les théories du complot peuvent prospérer, puisqu'elles ne sont contredites par personne.

La conception du journalisme défendue par les « gilets jaunes » doit elle-même être combattue. La presse ne trouve en effet grâce à leurs yeux que lorsqu'elle accepte d'être réduite au rôle d'adjuvant ou de compagnon de route. C'est le cas par exemple du média en ligne Brut, qui retransmet chaque journée de mobilisation sous la forme de longues vidéos filmées en direct de manière bienveillante. Les attentes des « gilets jaunes » traduisent ainsi une confusion entre jour-

## LES ATTENTES DES « GILETS JAUNES » TRADUISENT UNE CONFUSION ENTRE JOURNALISME ET COMMUNICATION

nalisme et communication, puisque le reporter idéal doit pour eux se contenter d'accompagner un mouvement social sans intervenir, sans filtrer et sans porter le moindre jugement critique.

Les « gilets jaunes » font preuve en outre d'une étonnante naïveté dans leur rejet des médias traditionnels. Le 5 janvier, lors de l'acte VIII, plus d'un millier de manifestants se sont par exemple réunis devant le siège de l'AFP pour hurler des slogans hostiles. Or, dans le même temps, les « gilets jaunes » crient leur soutien à *Russia Today* à chaque fois qu'ils croisent dans les rues parisiennes les reporters du média contrôlé par l'Etat russe.

Comment ne pas voir le paradoxe, voire l'absurdité, de ces deux attitudes opposées ? Les « gilets jaunes » soupçonnent de partialité l'une des agences de presse les plus reconnues au monde. Mais ils choisissent en revanche d'accorder leur confiance à une chaîne financée par Vladimir Poutine, qui ne recule devant aucune manipulation pour déstabiliser les démocraties occidentales. Voilà un exemple de l'aveuglement auquel peut conduire la détestation systématique du journalisme : dans leur volonté d'échapper au système « oligarchique » de la presse française, les « gilets jaunes » deviennent les victimes consentantes d'un régime politique infiniment moins recommandable. ■

**Alexis Lévrier** est maître de conférences à l'université de Reims et chercheur associé au Gripc (Celsa-Sorbonne université)

# Le journalisme est désormais honni pour être au service des élites

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la presse est détestée par la noblesse et la bourgeoisie. Elle fait maintenant face à une nouvelle hostilité, celle du peuple, détaille la politologue Géraldine Muhlmann

Par GÉRALDINE MUHLMANN

**L**a haine des journalistes est aussi ancienne que le journalisme. Mais elle a changé de nature ces dernières années. Ce qui, pour le journalisme, change tout. La haine la plus « classique », profonde, envers la presse d'information, dès sa naissance au XIX<sup>e</sup> siècle, était celle d'élites attachées à un certain ordre social, qui craignaient ce nouveau regard tous azimuts lancé sur la société – propre à devenir, comme disait Marx, « l'œil de l'esprit du peuple ». Car la spécificité de cette nouvelle presse de masse, qui a créé l'information moderne, c'était de publier non plus seulement des opinions, mais des histoires du monde présent, des choses vues – et vues partout – saisies par un nouveau « personnage » : le reporter.

Cette haine-là venait de loin. C'était, depuis les Lumières, celle que nourrissait l'aristocratie conservatrice envers le principe même de la liberté de la presse. Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle a gagné aussi une certaine bourgeoisie hantée par le cauchemar d'un peuple qui, voyant ce qu'il voit, pourrait se soulever. D'ailleurs, quand il l'avait fait, par le passé, la presse n'était jamais loin. Presque toutes les grandes figures de la Révolution française avaient été des directeurs de journaux. Pendant la Commune de Paris, en soixante-dix jours se sont créés 70 journaux.

L'imaginaire contre-révolutionnaire a, pour longtemps, et dans l'angoisse, associé la presse aux barricades.

Cette haine-là était si forte que ceux qui ne la partageaient guère, lorsqu'ils critiquaient certaines formes de journalisme se sentaient obligés de préciser, comme Zola en 1889 : « Je suis pour et avec la presse. » C'est dire l'importance du « camp » adverse, qui était contre et sans la presse. Mais cette haine, en un sens, a aidé le journalisme moderne à définir son rôle en démocratie. A s'assumer, en effet, comme un projet consistant à rendre le peuple visible au peuple. A faire de cela un idéal à réaliser. Cette haine a compté aussi dans la perception, cette fois valorisée, que les démocraties ont longtemps eu du journalisme : malgré des crises, le journalisme était vu comme du côté du peuple, contre l'ordre établi.

## LE « SPECTACLE » JOURNALISTIQUE

Ce qui a permis au journalisme, longtemps, de ne pas sombrer sous les coups d'autres manifestations hostiles. Comme, par exemple, l'hostilité de toutes les sortes de « militants » (y compris les militants du « peuple »), qui défendent des visions du monde précises et fermes et qui, en général, l'histoire le montre, apprécient peu le regard libre et imprévisible du journaliste. Envoyé par la gauche anglaise observer les ouvriers du nord de l'Angleterre, George Orwell a rapporté, en 1937,

un reportage qui a fortement déplu à ses commanditaires. Il osait raconter la crasse, l'hygiène déplorable au sein de la misère ouvrière – tout ce que l'idéalisation militante renvoyait à des préjugés « petits-bourgeois » et préférerait ne pas voir.

Il y a aussi l'hostilité envers le « spectacle » journalistique. C'est là un problème sérieux (qui court de Rousseau à Guy Debord et bien d'autres) posé au journalisme : car si son rôle est de faire voir, comment échapper tout à fait au « spectaculaire » ?

Mais ces critiques-là pouvaient être discutées, travaillées – obligeant tout journaliste à réfléchir, à s'amender parfois, mais aussi à assumer certaines choses – tant que demeurerait cette ancre : l'idée que, malgré ses risques et ses problèmes, le journalisme était au service du peuple. « On public duty », pour reprendre les mots d'un reporter américain du XIX<sup>e</sup> siècle qui, à ce titre, demandait à la police de le laisser accéder à une scène de crime. Si cette ancre disparaît, ne serait-ce que dans la perception générale du journalisme, celui-ci est mis complètement hors circuit.

**AUJOURD'HUI,  
MÊME QUAND  
LE JOURNALISTE  
TRAVAILLE BIEN,  
IL EST ENCORE  
SUSPECT DE SERVIR  
SOUTERRAINEMENT  
LES SEULES ÉLITES**

Or, c'est bien ce qui arrive, dans la plupart des démocraties occidentales, depuis quelque temps. Le journalisme n'est plus détesté pour être au service du peuple. Il est désormais honni pour être au service des élites et contre le peuple. Le « son » des autres critiques du journalisme s'en trouve tout à fait changé. Les « militants » ne dénoncent plus, dans le journaliste, le guetteur ou le flâneur qui ne regarde pas toujours comme il devrait (selon eux), mais un ennemi structurel, quoi qu'il fasse et dise. Le grand « spectacle » journalistique n'est plus un problème difficile qui se pose au journalisme malgré ses meilleures intentions : il est, purement et simplement, le divertissement, les jeux du cirque que les puissants donnent au peuple.

## UN ENNEMI STRUCTUREL

Hier, même quand le journalisme travaillait mal – était insuffisamment curieux de tout ce qu'un peuple offre à regarder, s'embourgeoisait en somme – quelque chose dans ce métier, dans ses idéaux d'origine, était encore perçu et respecté. Aujourd'hui, même quand il travaille bien, il est encore suspect (de servir souterrainement les seules « élites »).

Les journalistes ont une part de responsabilité dans la genèse de cette situation. Ont-ils assez servi leurs idéaux, se sont-ils autocritiqués quand il le fallait, ont-ils travaillé, jour après jour, à éviter l'embourgeoisement de leur regard ? Pas sûr. Florence Aubenas (*Le Monde* du 15 décembre) a justement noté que les « gilets jaunes » ont soudain rendu visibles des parties de la population qui, depuis longtemps, étaient devenues invisibles.

Dans les années 1960-1970, certains pans du journalisme (le *new journalism* américain, l'aventure du journal français *Libération*) avaient lutté contre les conformismes du regard. Tenté de voir plus de choses, et mieux. Changé les codes d'écritures. Influé sur tout le métier. Mais pour se mettre en question, sans doute faut-il un peu d'air. La presse actuelle va mal. Le financement général des médias met beaucoup de pression aux rédactions. Les temps sont rudes pour l'inventivité journalistique.

Pour autant, la situation dépasse de loin le journalisme, ses responsabilités et ce qu'il pourrait faire pour y remédier. Un long oubli politique général de la question des inégalités : il fallait bien cela pour faire naître ce climat actuel, qui traque sans relâche l'odieuse « élite », cachée dans tel commentaire, dans tel regard. Et sûrement d'autres facteurs encore, pour expliquer sans l'excuser ce complotisme qui s'offre des ennemis définitifs (journalistes « officiels ») mais aussi d'étranges amis (telle chaîne russe, telle chaîne YouTube proposée par un ancien proche d'Alain Soral) ; cette petite terreur qui couve contre la liberté de regarder et de penser le « peuple » – lui qui n'est pourtant que la rencontre d'une pluralité de points de vue. Les « gilets jaunes » en finiront-ils avec cette grimace, qui ne les résume pas ? ■

**Géraldine Muhlmann** est professeure de science politique et de philosophie politique, université Paris-2 - Panthéon-Assas